

Après le recensement des établissements financiers 212 structures "sans papiers" fermées

W.N.
Libreville/Gabon

LE ministère de l'Economie a mené, du 25 novembre au 31 décembre 2015, une opération de contrôle des établissements de collecte d'épargne, de transferts d'argent et de change sur l'ensemble du territoire national. Cette opération a permis

de recenser 231 établissements (37 de collecte d'épargne, 192 de transferts d'argent et 2 de change). Parmi les structures recensées, il ressort que 212 établissements opèrent dans l'illégalité et 19 sont agréés. Au terme de cette opération, il a été décidé de fermer les établissements clandestins et l'interpellation de leurs dirigeants par les officiers de la police judiciaire. A noter que cette

opération fait suite à la banqueroute retentissante de la structure BR Sarl, qui a réussi l'exploit de flouer des milliers d'épargnants, occasionnant pour la circonstance des pertes évaluées à plusieurs milliards de nos francs. D'autres structures spécialisées dans la collecte d'épargne, telles que la société Ariane, Global Invest, Kaou Finance, Société Sommet, Coofiga et IDH ont également été fermées.

Face à ce type de scandale, les populations, désormais, doivent user de vigilance avant d'engager "inexpliquablement" des économies de toute une vie auprès des opérateurs véreux.

BR Sarl est à l'origine du scandale qui a vu de milliers d'épargnants floués.

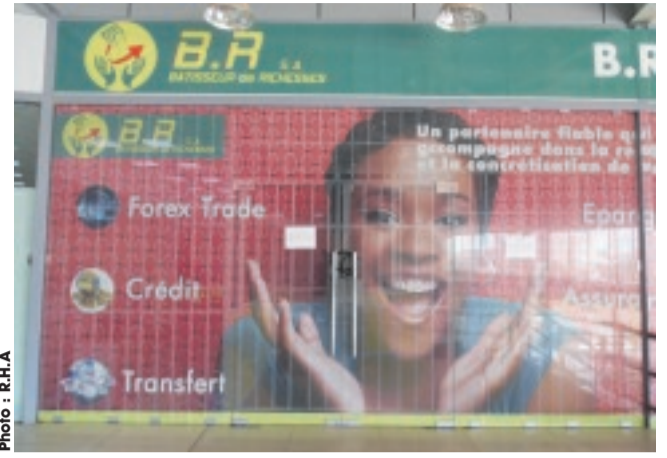


Photo : R.H.A

Crise économique

Christine Lagarde invite la Cemac à accélérer sa diversification économique

F-K.O.M
Libreville/Gabon

AU cours d'une visite de travail, vendredi dernier à Yaoundé, au Cameroun, Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a invité les pays de la sous-région à accélérer la diversification de leur économie, suite à la baisse du prix du pétrole. S'agissant de notre pays, Christine Lagarde a indiqué que « le Gabon a utilisé une grosse partie de ses re-

cettes exceptionnelles pour réduire sa dette de 50% en 2008, et reconstituer ses réserves de 10 millions de dollars en 2001 à 10,3 milliards en 2014. » Concernant la faiblesse des cours du pétrole, qui est une nouvelle réalité pour les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), la directrice du FMI s'est dite très inquiète pour les économies de la sous-région, dans la mesure où les cours s'approchent dangereusement de la barre des 30 dollars le baril. Les cours du Brent et du

WTI ont atteint, le 07 janvier 2016, leurs niveaux les plus bas depuis, respectivement onze ans et demi et douze ans. Ils s'échangeaient vendredi autour de 33,78 dollars et 33,25 dollars le baril. « Le pétrole représente aujourd'hui environ 70 % des exportations de la Cemac, et plus d'un tiers de ses recettes budgétaires. Il va de soi que la chute des cours constitue un énorme défi », a expliqué Christine Lagarde. Pour la patronne du FMI, les États de la sous-région doivent impérativement diversifier leurs

économies, bien planifier leurs dépenses publiques, en approfondissant les échanges commerciaux entre pays de la zone. Après des années de croissance, les pays de la sous-région doivent désormais réajuster le tir pour faire face à la crise. « La Cemac est l'un des regroupements régionaux les plus importants d'Afrique. Vos pays constituent (...) le cœur de l'Afrique. Durant ces dernières années, à l'instar du reste de l'Afrique subsaharienne, la zone Cemac a enregistré une croissance robuste dans un contexte de stabilité ma-

croéconomique. La marée montante des cours de l'or noir a dopé l'activité et "propulsé l'investissement dans les infrastructures, dont les pays avaient tant besoin. Aujourd'hui, cette marée se retire, sans doute pour longtemps", a diagnostiqué Christine Lagarde. La menace du groupe islamique Boko Haram est une autre source d'inquiétude économique, dans la mesure où les dépenses militaires des pays tels que le Tchad et le Cameroun ont été revues à la hausse pour, justement, lutter contre cette organisation

criminelle. « Ces dépenses ont un effet d'éviction sur les crédits dans des domaines cruciaux tels que l'éducation et la santé », a-t-elle ajouté. A titre de rappel, la croissance de la zone Cemac a décroché de deux points et demi en 2015. Elle se situe autour de 2,4 % du PIB, selon les chiffres fournis le 17 décembre 2015 par la Banque centrale lors de son dernier comité de politique monétaire. Ces prévisions sont supérieures à celles du FMI, qui table sur seulement 2 % de croissance en 2015.



la branche industrielle de TOYOTA



HINO 300

TOYOTA GABON est représenté à Port-Gentil par Gesparc



TOYOTA GABON

* TROIS ANS ou 100 000 km, le premier atteint, pour tout véhicule entretenu par TOYOTA GABON.

Nous construisons l'avenir



BP 31 LIBREVILLE - T : (241) 01 79 26 85 / 01 79 26 90 / 01 79 27 85 - email : toyota.gabon@groupe-sogafric.com - www.toyotagabon.com